

UNE CONSULTATION CITOYENNE AU LYCEE HENRI IV

Le 19 Octobre 2018 s'est tenue au Lycée Henri IV une consultation citoyenne sur le thème « Quelle Europe voulons-nous dans 10 ans ? ». Elle était organisée conjointement par le MEF Paris, l'Association Eurocapitales et l'AEDE, à l'initiative de Jean-Paul Doguet, professeur en Classe Préparatoire au lycée, qui l'a animée.

Premier motif de satisfaction : le nombre important de participants, environ 130 personnes, majoritairement des élèves, mais aussi des membres du MEF Paris, de l'association Eurocapitales et des enseignants, qui avaient bien transmis l'information à leurs élèves et étaient souvent venus avec eux. Hélas les classes préparatoires étaient peu représentées, moins que les Terminales, Premières et Secondes semble-t-il. Pourtant le jour choisi, proche de la sortie des vacances de Toussaint, n'était pas un problème.

Dans son allocution d'ouverture, Mme la Provisoire, Mme Breyton, a rappelé que cette consultation concernait les jeunes en particulier, invités à formuler des souhaits pour l'Europe dans laquelle ils seront sans doute déjà actifs dans dix ans. C'est l'occasion pour eux de préciser leurs idées afin de se prononcer sur un projet européen en connaissance de cause.

La consultation comportera quatre volets successifs, sur les institutions, l'environnement, la défense et l'éducation. Les participants, et surtout les élèves, ont beaucoup de choses à dire, mais c'est sans doute sur l'environnement que la demande d'Europe est la plus claire et la plus unanime. Mais de façon générale les propositions les plus fédéralistes sont celles qui reçoivent le plus d'applaudissements de la salle. Le principe de la consultation est plébiscité mais certains auraient souhaité des ateliers pour éviter les inconvénients de l'affluence et favoriser des débats dans un cadre plus intime. Des feuilles sont distribuées puis ramassées pour qu'ils notent par écrit leurs propositions.

Concernant les **institutions**, on déplore la faible participation des citoyens et on met en cause plusieurs éléments : l'absentéisme des eurodéputés, la mauvaise communication du parlement, dont les délibérations devraient être diffusées à la télévision sur le modèle de la Chaîne Sénat en France. Une participante souligne que les décisions de la commission ne sont parfois même pas connues des eurodéputés. Une autre demande que toutes les décisions du Parlement soient identifiables comme telles dans les textes. Une autre propose de rendre le vote européen obligatoire, avec sanctions financières ou fiscales, sont également évoquées des listes transnationales aux élections. Mais les avis sont partagés sur la réforme des institutions : pour les uns il faut renforcer le parlement, et notamment face à la BCE, qui est trop indépendante, pour les autres le Conseil Européen reste aussi une instance démocratique mais la contrainte de l'unanimité doit être abandonnée car paralysante, au profit de la majorité qualifiée. On déplore que le Parlement Européen soit moins puissant que les parlements nationaux. On évoque la possibilité d'une démocratie directe par internet, et même du tirage au sort comme à Athènes.

En ce qui concerne l'**environnement**, on souhaite assez largement accroître les pouvoirs de l'Union et son budget en la matière. L'Europe s'occupe beaucoup d'agriculture qui est un pollueur très important, mais il faudrait créer un Conseil européen de l'environnement avec davantage de pouvoir que l'Agence de Copenhague et une indépendance garantie par rapport aux lobbys, par exemple pour évaluer la nocivité de nouveaux produits et mesurer leur impact sur l'environnement et sur l'être humain, ou encore faire le bilan énergétique des pays européens. Plusieurs intervenants critiquent le marché des droits d'émission et l'un d'eux demande l'abandon du principe pollueur-payeur. Question énergie alternative, l'Agence européenne pour l'Environnement devrait massivement financer la recherche sur le moteur à hydrogène qui est une vraie solution. Par ailleurs, il faudrait une instance faisant le bilan des engagements et veillant au suivi des décisions, qui ne sont pas toujours respectées. Un participant estime que l'UE se ridiculise en mettant 7 ans pour installer un parc éolien. Il faut plus de contrainte et de rapidité dans ce domaine. L'Europe devrait également assurer

la transition écologique et financer des recherches sur le traitement des déchets nucléaires et en encourageant l'agriculture biologique. On propose aussi que les sanctions prises contre des firmes transnationales dans un Etat membre soient étendues à tous les Etats européens. On déplore que les engagements européens soient trop peu contraignants, notamment en ce qui concerne la surpêche, mais aussi les déchets alimentaires et le recyclage. Souhait de la mise en place de politique de développement durable dans des villes peu développées d'Europe.

La **défense** : Cette question semble moins inspirer les élèves. On a une proposition de commandement intégré proprement européen avec aussi insistance sur un budget militaire européen, un FBI européen (ce qui ne concerne pas exactement la défense), on discute du bien fondé de l'arme nucléaire. On souligne la difficulté à partager la souveraineté militaire.

L'**éducation** : Pour les élèves elle est à l'évidence le meilleur moyen de donner aux Européens un sentiment d'appartenance commune. Ils sont assez nombreux à regretter que les programmes consacrés à l'UE soient trop limités en France, les institutions n'étant étudiées qu'en Terminale. On devrait organiser des sorties à Bruxelles pour visiter les institutions européennes, rendre obligatoire l'apprentissage de deux langues étrangères dans toute l'UE, et celui de la géographie (qui n'est pas obligatoire dans toute l'UE). L'éducation civique en France devrait d'avantage concerner l'Europe, de même que l'enseignement de l'histoire. Proposition aussi de créer un Erasmus seniors. Il faudrait plus d'Erasmus, mais moins cher. Proposition de garantir un salaire attractif européen des enseignants, pour attirer les plus qualifiés, et de faciliter les stages d'enseignants en Europe. Il faut aussi former des citoyens transnationaux avertis, il faudrait aussi un traité européen sur les programmes scolaires et en France inclure l'Europe dans les programmes scolaires dès le primaire, introduire la dimension européenne dans toutes les disciplines enseignées. Proposition d'un Conseil Européen des Programmes, créer un modèle éducatif européen en s'inspirant des pays nordiques pour les matières ni politiques ni historiques. Il faut aussi un élargissement des classes européennes et des équivalences pour les accès à l'université basées sur ces classes. Proposition de créer une sorte de Journée Défense et Citoyenneté européenne, si possible en mélangeant les nationalités pour créer un sentiment d'identité.

Une participante dénonce la non viabilité des accords de Dublin qui sont peu équitables et font peser la responsabilité de l'accueil des réfugiés sur les pays géographiquement les plus exposés. Il faudrait créer une politique d'accueil commune.

La séance prend fin au bout d'une heure quarante, les élèves étant visiblement satisfaits de l'existence de cette consultation et pour certains désireux de la renouveler, mais préférant la formule d'ateliers avec des effectifs plus limités.

On est frappé par le contraste entre leur intérêt réel mais en même temps aussi le caractère trop souvent un peu vague des nombreuses propositions qui prennent la forme de vœux pieux. Ils ne font preuve de plus de précision à propos des difficultés concernant la communication du parlement et de l'éducation. La demande d'un renforcement des pouvoirs de l'Union est très nette en ce qui concerne l'environnement, moins en ce qui concerne la défense ou l'éducation, perçues plus traditionnellement comme des attributions des Etats membres.

Jean-Paul Doguet